

L'Europe fédérale vient de naître



Presseurop [[archive](#), 2010]

Par Anatole Kaletsky

Plus que la révision des traités réclamée par Angela Merkel ou les exigences budgétaires de David Cameron, le véritable événement du récent sommet de Bruxelles est le pas décisif de l'Europe vers l'avènement d'un super-État.

Pendant que la presse britannique se concentrait sur des enjeux nationaux, de véritables événements historiques se produisaient en Europe. Le Royaume-Uni est peut-être dirigé par son premier gouvernement de coalition depuis 70 ans, mais l'Europe fait encore mieux.

L'Union européenne vient d'accomplir un pas décisif sur la voie de l'État unique, en transférant les politiques budgétaires et fiscales du niveau national au niveau fédéral.

Une décision prise en catimini

Le fait qu'une des décisions les plus controversées de l'histoire européenne moderne ait été prise dans une telle discrétion, et presque sans débat, n'est que la marque du style hiérarchique adopté par les élites politiques européennes.

En dépit de tous ses défauts, la version européenne et élitiste de la démocratie représentative pourrait rester dans l'histoire comme une méthode bien plus efficace que les modèles américain et britannique, plus populistes, lorsqu'il s'agit de gérer les délicats compromis exigés par la nouvelle donne géopolitique mondiale.

L'histoire commence – comme la plupart des événements récents – par la crise financière.

Après la faillite de Lehman Brothers en 2008, il était presque inévitable que l'Europe soit gagnée par la panique et voit sa monnaie unique fortement menacée.

La théorie des dominos

La crise a frappé l'Europe à l'automne 2009 et a atteint son apogée durant le week-end du 8-9 mai 2010, lorsque le gouvernement grec s'est trouvé dans l'impossibilité de rembourser des crédits arrivant à échéance le lendemain.

Les dirigeants européens ont compris que la faillite de l'État grec entraînerait dans sa chute toutes les banques du pays mais également celles d'Irlande, du Portugal, d'Espagne et d'Europe centrale.

En l'espace de quelques jours, si ce n'est de quelques heures, les euros des banques grecques, espagnoles et italiennes ne vaudraient plus qu'une fraction de ceux des banques allemandes et néerlandaises.

L'euro aurait de fait cessé d'exister.

Dans la nuit du 9 mai, l'Europe était au bord de l'abîme. Ses dirigeants ont toutefois mis au point un mécanisme financier d'un montant de 750 milliards d'euros afin d'aider les pays ne pouvant plus se refinancer auprès d'investisseurs privés.

Plus important encore, Angela Merkel a fini par s'asseoir sur ses principes pour accepter la suspension de la «*clause de non-renflouement*», ajoutée in extremis dans le traité de Lisbonne afin de garantir aux Allemands qu'ils ne seraient pas financièrement responsables des largesses des gouvernements du «*Club Med*».

Tout aussi incroyable, le Trésor britannique a accepté de participer au programme de crédit européen afin de contrôler les projets budgétaires depuis Bruxelles, créant de fait un budget fédéral européen.

«*Ça a vraiment été une nuit de miracles* », reconnaît Emma Bonino, ancienne commissaire européenne italienne.

Un renforcement du contrôle central

Le plan de sauvetage de l'euro n'avait aucune chance de survivre si les gouvernements ne s'étaient pas engagés un minimum à pérenniser les garanties collectives sur la dette des pays de la zone euro.

Ces garanties n'auraient jamais pu fonctionner sans mécanisme de transfert budgétaire dans la zone euro, et ces transferts n'auraient jamais été acceptés par l'Allemagne et les autres États créanciers sans un renforcement du contrôle central sur les budgets nationaux, ce que personne n'avait encore suggéré.

Le principe de ces mécanismes a été approuvé la semaine dernière à Bruxelles. La plupart des journaux ont titré sur des questions secondaires comme la défense du rabais britannique par David Cameron ou l'insistance d'Angela Merkel à réviser les traités européens.

Pourtant, la vérité est que l'Allemagne a cédé, une fois encore. Les gouvernements européens ont tous accepté l'idée qu'aucun pays ne pouvait être contraint de sortir de la zone euro pour défaut de paiement.

Tôt ou tard, l'union politique

Même si personne, pas même les dirigeants européens, ne peut préciser les termes de cet accord, il en résulte que l'UE devrait créer des mécanismes de soutien financier mutuels et permanents pour toute la zone euro et qu'ils figureront dans les prochains traités européens.

Loin de protéger les contribuables allemands des déboires financiers de leurs partenaires, les demandes répétées d'Angela Merkel pour une révision des traités renforce l'engagement des pays européens sur de futurs renflouements.

En modifiant explicitement la clause de non-renflouement, les révisions demandées par Angela Merkel permettront de doter le budget fédéral européen d'un statut légal irrévocable.

Pourquoi les Allemands accepteraient-ils de nouvelles obligations si coûteuses ?

Il y a deux raisons.

La première est que les milieux industriels et financiers allemands dépendent fondamentalement de la stabilité et de la prospérité de la zone euro.

La seconde est que l'union politique est un objectif que les élites politiques et économiques allemandes se croient destinées à accomplir depuis longtemps.

Les Allemands ne sont pas stupides.

Ils n'accepteront pas de jouer les garants permanents des pays les plus imprudents sans un net renforcement du contrôle des finances.

La création d'un budget fédéral nécessite un certain de degré de centralisation politique qui paraît peut-être encore difficile à imaginer mais semble de plus en plus inévitable.

Comment concevoir, par exemple, que des pays puissent présenter une telle disparité sur l'âge de leur retraite, leur niveau de pensions et leur système de sécurité sociale si les coûts de ces différentes politiques sont garantis conjointement?

D'un point de vue strictement économique, la convergence de l'âge de la retraite à 67 ans en Europe est donc l'une des conséquences les plus bienvenues de la crise financière.

L'intégration européenne a toujours progressé par à-coups et une grande avancée vers le fédéralisme politique et budgétaire est devenue irréversible après cette année de crise. C'est exactement ce que les artisans de l'euro avaient en tête.

presseurop.eu/fr [[archive](#)]

(Source The times, sous le titre «*Softly, softly a federal Europe draws nearer*» – Doucement, doucement une Europe fédérale se rapproche, [nov. 2010](#))